



VOL. 2, N°1,
JUILLET 2022

REVUE CONGOLAISE DES
SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES (RECOSH)

COVID-19 ET QUESTIONNEMENTS EN SCIENCES HUMAINES.

*Regards croisés sur l'expérience congolaise
aux premières heures de la pandémie en Afrique*

Editorial
Ivon Mingashang

Le droit à la liberté de circulation des
personnes à l'épreuve des mesures de lutte
contre la pandémie de la Covid-19 en RDC
Jimmy Kamunga

L'état de fragilité des provinces de la RDC
face à la pandémie de Covid-19.
Le cas du Kasaï-Central
Grégoire Ngalamulume T.

Communication des pouvoirs publics
congolais en contexte pandémique :
quelle évaluation au cœur de la crise
de la Covid-19 ?
Bobo B. Kabungu

Analyse et prospective de la réponse
de la politique monétaire en RDC
face à l'incertitude de la Covid-19
Alain Malata Kafunda et Christian Pinshi

Covid-19, cancer de la croissance mondiale et économie congolaise.
Notes d'analyse du Département de Recherche en Economie et Finances
Bobo B. Kabungu

CONGOLESE JOURNAL OF HUMAN
AND SOCIAL SCIENCES
(COJHUSS)

ISSN : 2957-6358

Dépôt Légal : GM 3.02104-57162

**REVUE CONGOLAISE DES SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES**

RECOSH

**COVID-19 ET QUESTIONNEMENTS EN
SCIENCES HUMAINES.**

*Regards croisés sur l'expérience congolaise
aux premières heures de la pandémie en Afrique*

**CONGOLESE JOURNAL OF HUMAN
AND SOCIAL SCIENCES**

COJHUSS

Volume 2, N°1, janvier - juillet 2022

Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)
33, Avenue Comité Urbain, Kinshasa/Gombe.
Tél. : +243 999 572 549/829902039
Email : recosh@cresh-rdc.org. B.P. : 3474 Kinshasa I.

*Numéro thématique coordonné par Bobo B. Kabungu
Publié par le CRESH avec l'appui de l'ONG ICEBERG*

Dépôt Légal : GM 3.02104-57162
République Démocratique du Congo
© Tous droits réservés au CRESH.
Volume 2, N°1, janvier - juillet 2022

**REVUE CONGOLAISE DES SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES**

RECOSH

Editorial
Ivon Mingashang

**Le droit à la liberté de circulation
des personnes à l'épreuve des mesures
de lutte contre la pandémie
de la Covid-19 en RDC**

Jimmy Kamunga

**L'état de fragilité des provinces de la RDC
face à la pandémie de Covid-19.
Le cas du Kasai-Central**

Grégoire Ngalamulume T.

**Communication des pouvoirs publics
congolais en contexte pandémique :
quelle évaluation au cœur de la crise de la
Covid-19 ?**

Bobo B. Kabungu

**Analyse et prospective de la réponse
de la politique monétaire en RDC
face à l'incertitude de la Covid-19**

Alain Malata Kafunda et Christian Pinshi

Covid-19, cancer de la croissance mondiale et économie congolaise.
Notes d'analyse du Département de Recherche en Economie et Finances
Bobo B. Kabungu

CONGOLESE JOURNAL OF HUMAN
AND SOCIAL SCIENCES

COJHUSS

Volume 2, N°1, janvier - juillet 2022

INSTANCES ÉDITORIALES

Comité Editorial	Ivon Mingashang, <i>Editeur responsable pour le compte du CRESH</i> Bobo B. Kabungu, <i>Directeur de publication</i> John Poté Wembonyama, <i>Directeur exécutif</i>
Comité de Rédaction	Bobo B. Kabungu, <i>Rédacteur en chef</i> John Poté Wembonyama, <i>Rédacteur en chef adjoint</i> Vicky Elongo Lukulunga, <i>Rédacteur</i> John Safari Bigarura, <i>Secrétaire de rédaction</i> Roger Bakemo Ituko, <i>Assistant de rédaction</i> Mboma Luzembo, <i>Infographe</i>
Comité Scientifique	Joseph Kazadi Mpiana Macaire Munzele Adolphe Kilomba Sumaili André Luhasa José Mangalu Agbada José Mvwezolo Bazonzi Justin Okana N'siawi Lebun Ghislain SJ Tshikendwa Matadi André L. Abraham Wufela Yaek'olingo Gustave Beya Siku Moïse Cifende Kaciko Albert Essanga Tonogo Dieudonné Kaluba Dibua John Poté Wembonyama Ivon Mingashang Bobo B. Kabungu Piaget Mpoto Balebo Staline-Fidèle Ndongoboni Essambela Jean-Pierre Mbwebwa Kalala Jean-Paul Segihobe Bigira Vicky Elongo Lukulunga Alphonse Miema Bongo

SOMMAIRE

Instances éditoriales	
Editorial	8
In memoriam	15

Articles phares

- Le droit à la liberté de circulation des personnes à l'épreuve des mesures de lutte contre la pandémie de la Covid-19 en RDC (*Jimmy Kamunga*) 19
- Communication des pouvoirs publics congolais en contexte pandémique : quelle évaluation au cœur de la crise de la Covid-19 ? (*Bobo B. Kabungu*) 47
- L'état de fragilité des provinces de la RDC face à la pandémie de Covid-19. Le cas du Kasai-Central (*Grégoire Ngalamulume T.*) 67
- Analyse et prospective de la réponse de la politique monétaire en RDC face à l'incertitude de la Covid-19 (*Alain Malata Kafunda et Christian Pinshi*) 93

Notes d'analyse du Département de Recherche en Economie et Finances

- Covid-19 et cancer de la croissance mondiale : Quelle thérapie économique pour une Afrique résiliente ? (*Bobo B. Kabungu*) 127
- Propagation de la Covid-19 à l'échelle planétaire : Quel impact sur l'économie congolaise ? (*Bobo B. Kabungu*) 139

Charte éditoriale	147
-------------------	-----

EDITORIAL

La pandémie de la Covid-19 a arrêté le temps à travers la Planète. Tout est resté quasiment figé pendant près de deux ans, comme si le monde était entré en hibernation. Des millions de commerces ainsi que de restaurants, aussi bien au nord qu'au sud de la Terre, avaient fermé et autant de voyages furent annulés. Bref, les échanges de biens et de services avaient pris un coup et le tourisme s'était effondré, avec toutes les conséquences sur les plans économique et social. Par ailleurs, les mesures de distanciation (port obligatoire du masque, salutations éloignées ou par le coude, confinement...) ont détendu les liens sociaux, pourtant déjà affectés par le rythme de vie à l'occidental (boulot – métro – dodo).

Cette situation a eu de nombreuses conséquences sur l'économie mondiale et tous les pays, sans exception, en ont ressenti le coup, d'une manière ou d'une autre. Plusieurs conférences scientifiques à travers le monde suivies de nombreuses publications ont porté sur l'étude de cette pandémie, avec une attention particulière réservée à la santé publique et à l'économie. Si, en RDC, plusieurs hommes et femmes de science s'y sont intéressés, l'édition de Congo-Afrique de juin-juillet-août 2020 intitulée « Spécial Covid-19 » demeure l'une des références de la littérature sur les conséquences socioéconomiques, politiques et culturelles de l'une des pires épidémies du siècle en RDC et en Afrique et dont le mérite aura été de suggérer, très tôt, des leçons à tirer, sur la base de 25 articles.

Le présent numéro de la Revue congolaise des sciences humaines et sociales se propose de raviver le débat sur cette crise sanitaire aux multiples dimensions, même si elle n'est plus à la une des préoccupations. Aussi, les articles phares qu'il contient abordent-ils des questions laissées, jusqu'ici, en suspens. C'est notamment (i) le droit à la liberté de circulation des personnes ; (ii) la communication des pouvoirs publics en période de crise ; (iii) l'état de fragilité des provinces congolaises ainsi que (iv) une prospective des politiques conjoncturelles face à l'incertitude, avec un focus sur les aspects monétaires. Aux papiers de recherche ad hoc s'ajoute une analyse séquencée du cancer de la croissance mondiale du fait de la Covid-19, à partir de l'expérience congolaise aux premières heures de la pandémie, laquelle analyse rassemble cinq notes de recherche.

Ainsi, Jimmy Kamunga Ngalula examine la problématique du droit à la liberté de circulation des personnes à l'épreuve des mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19 en RDC. Il note qu'à l'exemple d'autres États, le Congo a pris des mesures inédites et exceptionnelles pour lutter contre le déferlement du virus et préserver les vies humaines. Ces mesures ont restreint plusieurs droits humains et libertés fondamentales, en plus de révéler un conflit entre le droit à la protection de la santé et le droit à la liberté de circulation, tous deux fondamentaux et essentiels à l'épanouissement de la personne. Cependant, prises conformément à la Constitution et dans le but de protéger la santé publique et la vie de la population, les mesures restreignant la liberté de circulation s'avèrent disproportionnées aux risques sanitaires. Elles ont donné lieu à des conséquences alarmantes pour une population pauvre dépourvue des moyens de survie quotidienne et d'une couverture sociale, et ignorent le principe d'indivisibilité des droits humains.

Bobo B. Kabungu, s'intéresse, pour sa part, à la communication en contexte de crise. Il propose une grille d'évaluation de la stratégie de communication des pouvoirs publics congolais durant la première vague de la maladie à coronavirus. L'indice qui en résulte révèle que l'organisation de la sensibilisation du public n'a pas été à la hauteur ni à la complexité du défi. L'analyse suggère, par conséquent, de renforcer la cohérence de l'action gouvernementale et d'envisager notamment une sensibilisation communautaire par le bas couplée à une publicisation des personnalités influentes.

Grégoire Ngalamulume parle de la fragilité du Kasai Central (politique, sécuritaire, économique, sociétale et environnementale) suivant le cadre analytique suggéré par l'OCDE. Sa capacité d'adaptation, de gestion, d'absorption et d'atténuation des risques auxquels elle fait face au quotidien reste déficitaire. Dans ce contexte, la pandémie de Covid-19 lui impose de nouveaux risques relatifs aux mesures de confinement et restrictions mises en place en vue de la lutte contre la propagation de l'épidémie, même si la province compte parmi les moins affectées par la maladie à Covid-19 sur son territoire. Aussi, l'auteur propose-t-il des mesures pouvant contribuer à bâtir sa capacité de résilience.

De leur côté, Alain Malata Kafunda et Christian Pinshi soumettent une analyse et une prospective de la réponse de la politique monétaire

en RDC face à l'incertitude de la Covid-19. Ils partent du constat selon lequel le choc de la Covid-19 a rendu l'incertitude économique très aigüe, avec un impact sur la conduite de la politique monétaire. En effet, l'incertitude de la Covid-19 frappe la demande agrégée et l'économie. En sus, elle sape l'action de la politique monétaire pour estomper cette baisse de la demande agrégée et juguler l'inflation à la suite de l'effet pass-through. Toutefois, le choc de la politique monétaire via une régulation appropriée de la base monétaire paraît confortable pour atténuer cette crise. D'où l'intérêt du policy mix et un développement prudent des dispositifs non conventionnels de la politique monétaire pour espérer une reprise et assurer la confiance.

Pour finir, le Comité éditorial a trouvé opportun de faire figurer ici deux notes de recherche du Département de la Recherche en Économie et Finances qui ont fait l'objet d'échanges lors des conférences départementales en 2020. Rédigées par Bobo B. Kabungu et soumises, à l'époque, au débat via des tribunes et émissions télévisées, elles ont respectivement pour titres : (i) Covid-19 et cancer de la croissance mondiale : Quelle thérapie économique pour une Afrique résiliente ? et (ii) Propagation de la Covid-19 à l'échelle planétaire : Quel impact sur l'économie congolaise ?

Dans les années qui viennent, tous les autres départements ou unités de recherche que compte le CRESH travailleront pour la publication, sous la supervision de la Direction Scientifique, des éditions thématiques en lien avec leurs centres d'intérêt.

Ivon Mingashang

Directeur Général du CRESH

Editeur Responsable de la RECOSH pour le compte du centre

EDITORIAL

The Covid-19 pandemic has stopped time across the planet. Everything remained almost frozen for nearly two years, as if the world had gone into hibernation. Millions of businesses and restaurants, both north and south of the Earth, had closed and as many trips were canceled. In short, trade in goods and services had taken a hit and tourism had collapsed, with all the economic and social consequences. In addition, the distancing measures (compulsory wearing of a mask, greetings from a distance or by the elbow, confinement, etc.) have relaxed social ties, yet already affected by the Western rhythm of life (work – metro – sleep).

This situation has had many consequences for the world economy and all countries, without exception, have felt the blow, in one way or another. Several scientific conferences around the world followed by numerous publications have focused on the study of this pandemic, with particular attention reserved for public health and the economy. If, in the DRC, several men and women of science have taken an interest in it, the June-July-August 2020 edition of *Congo-Afrique* entitled «Special Covid-19» remains one of the references in the literature on the consequences socio-economic, political and cultural aspects of one of the worst epidemics of the century in the DRC and in Africa and whose merit will have been to suggest, very early on, lessons to be learned, on the basis of 25 articles.

This issue of the *Congolese Humanities and Social Sciences Review* aims to rekindle the debate on this multifaceted health crisis, even if it is no longer one of the concerns. Also, the key articles it contains address questions left unanswered until now. This is in particular (i) the right to freedom of movement of persons; (ii) communication by public authorities in times of crisis; (iii) the state of fragility of the Congolese provinces as well as (iv) a forecast of short-term policies in the face of uncertainty, with a focus on monetary aspects. To the ad hoc research papers is added a sequenced analysis of the cancer of global growth due to Covid-19, based on the Congolese experience in the early hours of the pandemic, which analysis brings together five research notes.

Thus, Jimmy Kamunga Ngalula examines the issue of the right to freedom of movement of persons put to the test by measures to combat the Covid-19 pandemic in the DRC. He notes that, following the example of other States, the Congo has taken unprecedented and exceptional measures to fight against the surge of the virus and to preserve human lives. These measures have restricted several human rights and fundamental freedoms, in addition to revealing a conflict between the right to health protection and the right to freedom of movement, both fundamental and essential to the development of the person. However, taken in accordance with the Constitution and with the aim of protecting public health and the life of the population, the measures restricting the freedom of movement prove to be disproportionate to the health risks. They have given rise to alarming consequences for a poor population deprived of the means of daily survival and social security, and ignore the principle of the indivisibility of human rights.

Bobo B. Kabungu, for his part, is interested in communication in the context of crisis. It offers an evaluation grid for the communication strategy of the Congolese public authorities during the first wave of the coronavirus disease. The resulting index reveals that the organization of public outreach has not been up to the task or the complexity of the challenge. The analysis therefore suggests strengthening the coherence of government action and considering in particular grassroots community awareness coupled with publicizing influential figures.

Grégoire Ngalamulume talks about the fragility of Kasai Central (political, security, economic, societal and environmental) according to the analytical framework suggested by the OECD. Its ability to adapt, manage, absorb and mitigate the risks it faces on a daily basis remains lacking. In this context, the Covid-19 pandemic imposes new risks on it relating to the containment measures and restrictions put in place to combat the spread of the epidemic, even if the province is among the least affected by the disease. to Covid-19 on its territory. Also, the author proposes measures that can help build resilience.

For their part, Alain Malata Kafunda and Christian Pinshi submit an analysis and a forecast of the response of monetary policy in the DRC to the uncertainty of Covid-19. They start from the observation that the Covid-19 shock has made economic uncertainty very acute, with an impact on the conduct of monetary policy. Indeed, the uncertainty

effect of Covid-19 is hitting aggregate demand and the economy. In addition, it undermines the action of monetary policy to blur this decline in aggregate demand and curb inflation following the pass-through effect. However, the shock of monetary policy via an appropriate regulation of the monetary base seems comfortable to mitigate this crisis. Hence the interest of the policy mix and a cautious development of unconventional monetary policy devices to hope for a recovery and ensure confidence.

Finally, the Editorial Committee has found it appropriate to include here two research notes of the Department of Research in Economics and Finance which were the subject of exchanges during departmental conferences in 2020. Written by Bobo B. Kabungu and submitted, at the time, to the debate via forums and television broadcasts, they were respectively titled: (i) Covid-19 and the cancer of global growth: What economic therapy for a resilient Africa? and (ii) Spread of Covid-19 on a planetary scale: What impact on the Congolese economy?

In the coming years, all the other departments or research units within CRESH will work for the publication, under the supervision of the Scientific Department, of thematic editions related to their areas of interest.

Ivon Mingashang

Director General of CRESH

Editor Responsible for RECOSH on behalf of the center

IN MEMORIAM

A Madame Charlotte Kabungu N'Simire,
Une mère qui n'aurait plus pu, chaque matin, se mirer
Sans penser à sa fille qui, durant des jours, peinait à respirer,
Secouée par un virus qui, de l'intérieur, la déchirait...

A cette infirmière à la retraite qui reprit le service
Exceptionnellement pour secourir un médecin d'office,
Allant jusqu'à sacrifier ses projets et sa vie au bénéfice
De la spécialiste en santé publique, à jamais sa débitrice.

A ses contemporains chercheurs et enseignants d'universités
Dont l'âge et plusieurs maladies accentuaient les risques de comorbidité
Et qui furent, les uns après les autres, comme par enchantement, précipités
Dans l'au-delà par l'une des pires épidémies qu'ait connu l'Humanité.

Bobo B. Kabungu
Directeur Scientifique du CRESH
Directeur de Publication et Rédacteur en Chef

IN MEMORIAM

To Madame Charlotte Kabungu N'Simire,
A mother who could no longer have seen herself every morning
Without thinking of her daughter who, for days, struggled to breathe,
Shaken by a virus which, from the inside, tore her apart...

To this retired nurse who returned to the service
Exceptionally to help a doctor on duty,
Going so far as to sacrifice his projects and his life for the benefit
Of the public health specialist, forever his debtor.

To his contemporaries researchers and university teachers
Whose age and several diseases accentuated the risks of comorbidity
And who were, one after the other, as if by magic, precipitated
In the afterlife by one of the worst epidemics known to Humanity.

Bobo B. Kabungu
Scientific Director of CRESH
Publication Director and Editor-in-Chief

Deuxième partie :

***NOTES D'ANALYSE DU DEPARTEMENT
DE RECHERCHE EN ECONOMIE ET
FINANCES***

Avertissement :

Les notes qui suivent ont été présentées en 2020 au Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH) dans le cadre des conférences départementales de l'économie et des finances, particulièrement au sein de la section Planification et Finances. L'intérêt qu'elles ont suscité à l'époque et l'actualité des problématiques qu'elles ont abordées ont plaidé en faveur de leur publication dans ce numéro, quoi que les statistiques et le contexte aient quelque peu évolué dans l'entretemps.

Warning :

The following notes were presented in 2020 at the Center for Research in Human Sciences (CRESH) as part of departmental conferences on economics and finance, particularly within the Planning and Finance section. The interest they aroused at the time and the topicality of the issues they addressed pleaded in favor of their publication in this issue, although the statistics and the context have evolved somewhat in the meantime.

Covid-19 et Cancer de la croissance mondiale.

*Quelle thérapie économique
pour une Afrique résiliente ?*

Covid-19 and global growth cancer.

Which economic therapy for a resilient Africa ?

Bobo B. Kabungu¹

Contexte

Jamais un virus ne s'était aussi rapidement répandu à travers le monde. En un trimestre, la propagation de la Covid-19 a atteint les pays les plus à l'écart des grands espaces continentaux. Au problème de fermeture des frontières des pays qui a paralysé le commerce international, s'est ajouté celui inhérent au confinement décrété par la majorité des gouvernements afin de réduire le taux de contamination et dont l'impact sur la production est plus grave que prévu, au regard, notamment du temps que les précautions sanitaires s'imposent en l'absence d'un vaccin. Dès lors, chaque pays suit de près la dynamique des mesures prises par les autres ainsi que les perspectives économiques mondiales afin de mieux calibrer ses politiques dans un contexte de globalisation et d'incertitude.

Afin de contribuer au débat, cette réflexion, menée dans le cadre des travaux du Département de Recherche en Economie et Finances du Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH) durant les premiers mois de la crise pandémique en RDC, suggère une lecture desdites perspectives dont la dernière mise à jour, par les services du

1 Economiste, enseignant-chercheur et Chargé de Recherche au Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH) en RDC, l'auteur est *postdoctorant* en développement international à l'Institut Universitaire de Développement International (IUDI), en collaboration avec l'Université de Maroua au Cameroun. En dehors des études de développement et sa spécialisation en évaluation des politiques publiques, il s'intéresse à l'analyse des chocs exogènes et aux relations économiques internationales. Email : bobokabungu@gmail.com.

FMI, date du 24 juin 2020. Cette analyse (i) présente les chiffres sur l'activité économique mondiale en perspective, avec ses particularités régionales et son impact sur la pauvreté et montre combien les effets de la pandémie ont, de plus en plus, raison de la croissance rongée, mois après mois, comme un ensemble de cellules atteint par un cancer, (ii) spécifie les hypothèses des projections de base, (iii) commente l'activité en Afrique en général, avec un focus sur la RDC, partant des données de la BAD et du cadrage macroéconomique et (v) propose une thérapie de choc inspirée des suggestions des institutions financières internationales et adaptée au contexte congolais.

1. Comment la Covid-19 agit comme un cancer sur l'économie mondiale

Un cancer est une anomalie caractérisée par une multiplication effrénée et dangereuse de cellules indifférenciées qui envahissent et détruisent les tissus voisins. Ayant pour facteur déclenchant une défectuosité d'origines chimique, physique ou biologique, la maladie se dissémine par voie sanguine ou lymphatique (métastases). Vue ainsi, la Covid-19 agit comme un cancer : partie d'une cellule orientale (la Chine), l'épidémie (ou plutôt ses effets) a affecté aujourd'hui la quasi totalité du système économique mondial, paralysant l'activité dans tous les pays via un fléchissement de la circulation des personnes et des biens (commerce international). Dès lors, un diagnostic s'impose pour instituer un traitement efficace.

D'après le FMI (2020), la croissance mondiale devrait atteindre – 4,9 % en 2020, soit 1,9 point de pourcentage en dessous des prévisions d'avril 2020. La pandémie a eu un impact plus négatif qu'annoncé précédemment sur l'activité au cours du premier semestre 2020, et la reprise devrait être plus progressive que prévu. En 2021, la croissance mondiale devrait atteindre 5,4 %. Globalement, cela laisserait le PIB de 2021 environ 6½ points de pourcentage inférieur à celui des projections d'avant Covid-19 de janvier 2020 (graphique 1). L'impact négatif sur les ménages à faible revenu est particulièrement aigu, mettant en péril les progrès importants accomplis dans la réduction de l'extrême pauvreté dans le monde depuis les années 1990.

Pour la BAD (2020), à la crise sanitaire qui sévit déjà avec acuité dans une Afrique démunie en infrastructures médicales de qualité s'ajoutera la crise économique ou plutôt « de revenu ». En effet, dans ce conti-

nent où 425 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, les scénarios de la banque africaine tablent sur le basculement d'un peu moins de 50,0 millions d'habitants dans l'extrême pauvreté à fin 2021, suivant la durée et l'ampleur de la récession. Ces estimations paraissent réalistes lorsque l'on sait que les pertes cumulées du produit intérieur brut africain pourraient se situer dans l'intervalle [173,1 - 236,7] milliards de USD entre 2020 et 2021.

Comme à l'occasion de toutes les crises précédentes, toutes les économies ne seront pas touchées de la même manière. Le choc sera plus intensément ressenti par les économies dont le système de santé est rudimentaire et qui tardent à se diversifier (dépendance vis-à-vis du d'un secteur, le tourisme par exemple), celles qui dépendent fortement du tourisme, du commerce international et de l'exportation des denrées, mais aussi celles qui sont lourdement endettées et dont l'économie repose en grande partie sur des apports financiers internationaux devenus volatiles. Ceci dit, l'impact global de la pandémie sur les résultats socioéconomiques reste cependant incertain. Il va dépendre de l'épidémiologie du virus, de la gravité de ses impacts sur l'offre et la demande, de l'efficacité des réponses au niveau des politiques publiques et de la persistance des changements de comportement des acteurs concernés.

Il sied de noter qu'il s'observe, par ailleurs, des disparités entre les « groupes de pays », ceux réputés avancés devant enregistrer une décroissance de 8,0 % contre un taux de croissance de - 3,0 % pour les pays émergents et en développement en 2020. Ici encore, les écarts sont importants, avec la Chine qui sort du lot de la cohorte des pays en récession en affichant une croissance annuelle de 1,0 %. Observée sur une échelle trimestrielle, l'économie chinoise se distingue encore : elle a été la première à plonger et tout porte à croire qu'elle sera la première à retrouver sa puissance. Il importe également de signaler que les économies des pays émergents et en développement hors Chine se relèveront plus vite que celles des pays avancés.

Tableau 1. *Taux de croissance projetés 2020 et 2021 à différentes périodes*

	Projections à		Projections		Projections à		Projections à	
	mi-octobre 2019		à mi-janvier		mi-avril 2020		mi-juin	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Production mondiale	3,4	3,6	3,3	3,4	-3,0	5,8	-4,9	5,4
Pays avancés	1,7	1,6	1,6	1,6	-6,1	4,5	-8,0	4,8
PED*	4,6	4,8	4,4	4,6	-1,0	6,6	-3,0	5,9
Chine	5,8	5,9	6,0	5,8	1,2	9,2	1,0	8,2
Afrique subsaharienne	3,6	3,7	3,5	3,5	-1,6	4,1	-3,2	3,4
PDFR**	5,1	5,2	5,1	5,1	0,4	5,6	-1,0	5,2

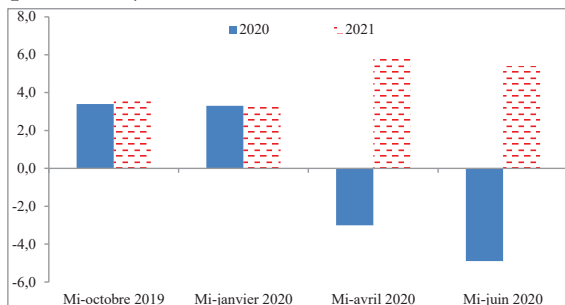
* PED : Pays émergents et en développement

**PDFR : Pays en développement à faible revenu

Source : *Perspectives économiques mondiales* du FMI aux échéances précisées

En comparant les projections avant la propagation du virus à l'échelle internationale (janvier 2020) et celles intégrant les effets de la pandémie sur l'économie mondiale à mi-juin 2020, il se dégage une perte de 8,2 points de pourcentage de croissance pour l'exercice en cours. Le graphique 1 montre mieux cette situation qui affecte, tel un cancer, même les espoirs de relance de 2021, avec un taux de croissance projeté à 5,4 % suivant les données à fin juin 2020 contre 5,8 % deux mois plus tôt.

Graphique 1. Projections de croissance 2020 : de mal en pire



Source : Données du FMI (2020)

2. Hypothèses des projections de base

Comme pour les projections d'avril 2020 réalisées par le FMI, il demeure un degré d'incertitude très élevé autour des prévisions et le scénario de référence repose sur des hypothèses clés concernant les retombées de la pandémie :

- persistance des mesures de distanciation sociale, au second semestre 2020, dans les économies où les taux d'infection baissent, devant entraîner un ralentissement de la reprise. En effet, ces mesures freinent un certain nombre d'activités économiques, à l'instar de la restauration et de l'industrie du divertissement pour enfants durant les périodes de vacances ;
- retour aux mesures de verrouillage pour les économies luttant encore pour contrôler les taux d'infection, avec un impact négatif sur l'activité qui se verrait infliger un péage supplémentaire ;
- statu quo au niveau des conditions financières après un assouplissement au deuxième trimestre. L'ampleur du récent rebond du sentiment des marchés financiers semble déconnectée des changements dans les perspectives économiques sous-jacentes ; ce qui soulève la possibilité que les conditions financières se resserrent plus que prévu dans le scénario de référence.

3. Projections sur l'activité économique en Afrique.

Quid de la RDC ?

Certes, l'évolution du nombre de nouveaux cas en Afrique fait penser aplatissement progressif de la courbe de la pandémie. Cependant, elle n'épargne en rien le continent de la morosité des perspectives économiques pour le reste de l'année 2020. D'après la BAD (2020), selon que la pandémie sera de courte ou de longue durée (au-delà du premier semestre), le PIB réel en Afrique devrait se contracter de 1,7 % en 2020, soit une baisse de 5,6 points de pourcentage par rapport aux projections de janvier 2020, ou de 3,4 %, soit une baisse de 7,3 points de pourcentage par rapport à la croissance projetée avant la pandémie de la Covid-19.

Sur fond de cette toile de décroissance se peint un tableau d'extrême pauvreté, avec une menace concernant environ 50 millions d'africains (France 24, 2020). La pandémie aura finalement eu raison des avan-

cées enregistrées en matière d'amélioration du niveau et du genre de vie des ménages. Et la perte entrevue de près de 30 millions d'emplois est de nature à interpeler les décideurs politiques, le secteur privé et la société civile.

Par ailleurs, les capacités de l'Afrique pour contenir la progression du virus sont très faibles. En effet, selon la BAD (2020), la mise en isolement et le traitement des patients infectés nécessitent un système de santé adéquat, des ressources et des infrastructures qui font encore défaut dans plusieurs régions du continent. Sur les 54 pays africains, seuls 21 d'entre eux sont bien préparés à affronter la pandémie au regard des capacités de leurs systèmes de santé. La RDC fait partie des 33 autres dont le niveau de l'indice de sécurité sanitaire mondiale indique un déficit d'un point de vue clinique pour faire face aux menaces épidémiques aux implications internationales.

Parlant justement de la RDC, il sied de souligner qu'avant la crise de la Covid-19, « le rythme de croissance de l'activité économique s'était déjà affaibli, avec une hausse de 4,4 % du PIB réel en 2019 et une prévision initiale de 4,1 % en 2020, comparativement à la moyenne de 6,4 % observée entre 2010 et 2017 » (BCC, 2020, p. 1), en raison, principalement, de la tendance baissière des prix des produits d'exportation, dont le cuivre et le cobalt. Par ailleurs, après une stabilité relative enregistrée sur les marchés des biens et des services ainsi que des changes en 2019 (malgré une volatilité observable sur le long terme), le premier trimestre de 2020 s'était déjà distingué par une hausse des prix intérieurs et une dépréciation du franc congolais plus importantes qu'à la période correspondante de 2019. En outre, le déficit s'était creusé plus rapidement durant les trois premiers mois de l'année et les réserves internationales demeuraient faibles malgré un appui de USD 368,4 millions du FMI.

Face à ce tableau déjà peu reluisant avant l'avènement de la crise sanitaire au pays, les pouvoirs publics ont arrêté un certain nombre de mesures pour (i) sauver des vies humaines et (ii) préserver le tissu économique, principalement dans son pan affecté. En attendant que ces politiques devant contribuer à la relance économique ne produisent leurs effets, « l'activité dans l'industrie extractive, principal moteur de la croissance de l'économie, ralentira en raison de la baisse des cours des matières et la demande chinoise. Cette baisse de l'activité minière, conjuguée avec les effets néfastes du confinement et de la mobilité ré-

duite de la population, plongera la RDC dans une récession en 2020, avec une perte de croissance estimée entre 6,2 et 8,1 points de PIB» (BAD, 2020, p. 73). La BAD renseigne également que, comparés à la situation antérieure à la pandémie, les déficits budgétaires et du compte courant devraient se creuser en 2020. En outre, les prix devraient continuer d'augmenter de manière significative. Pour sa part, le PIB réel devrait se contracter de 2,3 % en 2020 (le cadrage macroéconomique en RDC table sur un taux de croissance de - 2,4 %) dans le meilleur des cas (ralentissement de la progression de la maladie) et de 4,2 % si elle se poursuit jusqu'à la fin de l'année (scénario pessimiste).

4. Proposition d'une thérapie de choc

A la lumière des publications du FMI et de la BAD citées ci-haut et considérant les faiblesses structurelles des économies africaines en général et de la RDC en particulier, plusieurs recommandations peuvent être formulées. Les principales constituent une thérapie déclinée en six cures à prise simultanée contre la dégénérescence.

▪ en ce qui concerne la santé :

- élaborer et mettre en œuvre des stratégies efficaces de communication (symptômes, prévention et traitement) et optant notamment pour la sensibilisation communautaire ou « par le bas » (Birane Faye, 2000) ;
- réorienter les ressources vers le secteur de la santé publique en veillant tout de même à distinguer les dépenses prioritaires des investissements globaux et élaborer de solides plans d'urgence sanitaire (BAD, 2000). Il importera ainsi de s'assurer que les systèmes de soins de santé disposent effectivement de ressources suffisantes pour organiser une prise en charge rapide et adéquate ;
- constituer des réserves (stocks de fournitures essentielles et d'équipements de protection) et organiser un plaidoyer en vue de l'intensification du soutien des partenaires au développement aux initiatives nationales, notamment en fournissant une assistance financière aux pays dont les capacités de soins de santé s'avèrent limitées et en canalisant le financement de la production de vaccins à mesure que les essais avancent, afin que des doses adéquates et abordables soient rapidement disponibles (FMI, 2000) ;

- accroître le nombre d'agents de santé dans les milieux où le besoin de fait sentir avec acuité. Il ne s'agirait pas forcément d'un recrutement massif mais plutôt d'un effort de faire correspondre l'offre à la demande de soins. En effet, une forte concentration de médecins et d'infirmiers dans les grands centres urbains est inefficace et onéreuse lorsque les effectifs du personnel soignant sont en berne dans les territoires éloignés des villes ;

■ **en matière de politique économique :**

- lorsque les mesures de restriction demeurent nécessaires, maintenir les politiques de soutien à la demande en contribuant à amortir les pertes de revenu des ménages par des mesures bien ciblées (FMI, 2000) ;
- entrevoir, suivant les marges disponibles, la mise en place d'une aide d'urgence, notamment alimentaire (rations ou bons), aux ménages à faible revenu, en coordination avec des mécanismes similaires à ceux utilisés par les organisations non gouvernementales (BAD, 2000) ;
- envisager l'extension temporaire de l'éligibilité et la couverture des programmes de filets de sécurité sociale ;
- rallonger, après une évaluation, la période prévue pour le soutien aux entreprises qui subissent les conséquences des restrictions d'activité imposées. Lorsque les économies rouvrent, le soutien ciblé devrait être progressivement supprimé au fur et à mesure que la reprise s'amorce ;
- alléger les conditions de financement et encadrer les opérateurs économiques dans l'élaboration des projets bancables ;

■ **dans le domaine de l'emploi :**

- opter pour une politique de soutien en faveur des groupes vulnérables (entrepreneurs jeunes et femmes) ;
- différer le paiement de l'impôt sur les salaires par les petites et moyennes entreprises ;
- adopter des politiques actives du marché de l'emploi en encourageant des options de travail flexibles telles que le télétravail et en

offrant des garanties de conservation d'emploi, des congés de maladie payés collectivement et des congés parentaux pour garantir la sécurité du revenu des personnes malades, en quarantaine ou ayant des enfants à charge (BAD, 2000) ;

▪ **dans le domaine de la coopération :**

- maintenir un partenariat multilatéral renforcé qui demeure essentiel sur plusieurs fronts. Une aide en liquidité est nécessaire de toute urgence pour les pays confrontés à des crises sanitaires et à des déficits de financement extérieur, notamment par un allègement de la dette et un financement par le biais du filet de sécurité financière mondial. Au-delà de la pandémie, les décideurs doivent coopérer pour résoudre les tensions commerciales et technologiques qui mettent en danger une éventuelle reprise après la crise de la Covid-19 (FMI, 2000) ;

▪ **pour ce qui est de l'environnement :**

- en s'appuyant sur la baisse record des émissions de gaz à effet de serre pendant la pandémie, mettre en œuvre leurs engagements d'atténuation du changement climatique et travailler ensemble pour augmenter la taxation du carbone conçue de manière équitable ou des systèmes équivalents ;

▪ **sur le plan des politiques structurelles :**

- élaborer et exécuter un programme de diversification économique avec un volet spécial de reprise agroindustrielle (Kabungu, 2020) et intégré dans le Plan National Stratégique de Développement ;
- accélérer les réformes en cours pour une reconstruction de la base productive en améliorant, entre autres, la compétitivité de l'agro-industrie ;
- mettre en place un cadre incitatif pour une plus grande formalisation de l'économie et communiquer davantage sur ses bienfaits, en termes d'accès au capital, d'opportunité d'expansion des affaires ;
- promouvoir l'enseignement à distance et le télétravail dans un contexte où le numérique prend le dessus sur le système tradi-

tionnel. L'un des avantages, pour l'enseignement, est de pouvoir donner des enseignements en ligne à plus d'apprenants à la fois, sans contrainte de déplacement. Mais bien entendu, des préalables d'ordres logistique et psychologique sont à réunir.

Les recommandations ci-dessus ne sont pas exhaustives et n'ont pas pu être déclinées totalement pour rester dans le format d'un réflexif. Cependant, elles présentent succinctement le « protocole de traitement » auquel peuvent se référer les autorités publiques en ce contexte de crise sanitaire à tentacules économique et financière. Partant des travaux de la BAD (2000), ce protocole peut se résumer dans un carré de politiques :

- (i) de santé publique afin de contenir la propagation du virus et minimiser les décès ;
- (ii) économique afin, d'une part, d'alléger les contraintes de liquidité et de réduire les risques de solvabilité (volet monétaire) et, d'autre part, d'amortir les impacts économiques du virus et à protéger les groupes vulnérables (volet budgétaire) ;
- (iii) de l'emploi pour garantir la stabilité sur le marché du travail ;
- (iv) structurelles dans le but de renforcer la résilience aux chocs futurs.

Graphique 2. Le carré des politiques de survie en contexte de Covid-19



Source : L'auteur

Les autorités congolaises devraient songer à tirer profit de ces orientations adaptées au contexte congolais, après une évaluation objective des effets de la crise sur le chemin de l'émergence du pays. C'est ici le lieu, pour l'ONG ICEBERG, de se réjouir de ce que le Ministère du

Plan ait lancé des études d'impacts sanitaires et socioéconomiques de la Covid-19 et de l'épidémie d'Ebola en RDC (Actualite.cd, 2020). Ceci dit, il s'agit de retenir une approche progressive de réouverture de l'économie. Une évaluation des compromis entre le redémarrage rapide de l'activité économique et la protection de la santé de la population devra guider les décideurs.

Références bibliographiques

- Actualite.cd (2020). *RDC : la Vice-Premier ministre, Ministre du Plan, lance les études d'impacts sanitaires et socioéconomiques de la Covid-19 et de l'épidémie d'Ebola en RDC*. Publié le 10 juillet 2020. Disponible en ligne sur <https://actualite.cd/2020/07/10/rdc-la-vice-premier-ministre-ministre-du-plan-lance-les-etudes-dimpacts-sanitaires-et>. Consulté le 12 juillet 2020, à 15 : 00, heure de Kinshasa.
- BAD (2020). *Perspectives économiques en Afrique 2020. Supplément : Dans le contexte de la Covid-19*. Groupe de la Banque Africaine. Disponible en ligne sur https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/afdb20-04_aeo_supplement_full_report_for_web_french_0706.pdf. Consulté le 12 juillet 2020, à 13 : 46, heure de Kinshasa.
- BCC (2020). *Mesures d'urgence pour l'atténuation des effets négatifs de la pandémie du Covid-19 sur l'économie nationale*. Projet de mémorandum arrêté au 27 mars 2020. Document interne. BCC.
- Birane Faye, L. S. (2020). Comment améliorer la communication sociale sur le Covid-19 au Sénégal ?. *The Conversation*. Publié le 21 avril 2020 et disponible en ligne sur <https://theconversation.com/comment-ameliorer-la-communication-sociale-sur-le-Covid-19-au-senegal-135654>. Consulté le 02 juillet 2020, à 14 : 03, heure de Kinshasa.
- FMI (2020). *Perspectives économiques mondiales*. Mise à jour au 24 juin 2020.
- France 24 (2020). Le Covid-19 se propage en Afrique et menace 50 millions d'habitants d'extrême pauvreté. Disponible en ligne sur <https://www.france24.com/fr/20200708-Covid-19-pro>

pagation-afrique-50-millions-habitants-menacees-extreme-pauvrete. Publié le 08 juillet 2020. Consulté le 09 juillet 2020, à 16 :51, heure de Kinshasa.

Kabungu, B. B. (2020). Covid-19 et insécurité alimentaire : Quelles leçons de politique agricole pour une RDC souveraine post-crise ? Disponible en ligne sur <https://zoom-eco.net/a-la-une/bobo-b-kabungu-Covid-19-et-insecurite-alimentaire-quelles-lecons-de-politique-agricole-pour-une-rdc-souveraine-post-crise/> . Publié le 30 juin 2020. Consulté le 13 juillet 2020, à 20 : 20, heure de Kinshasa.-

CHARTRE ÉDITORIALE

1. Cadre de publication et domaines couverts

1.1. Cadre de publication

Dans le cadre de la promotion de la recherche et de l'innovation, le Centre de Recherche en Sciences Humaines, CRESH en sigle, de la République Démocratique du Congo (RDC) a décidé de lancer une revue pluridisciplinaire, avec un focus sur l'appréhension des problèmes de l'humain vivant en société et la quête méthodique de solutions adaptées. Il s'agit de la Revue Congolaise des Sciences Humaines et Sociales (RECOSH, en sigle).

Enregistrée à la Bibliothèque nationale de la RDC, ce support de publication est une revue scientifique à comité de lecture international qui compte sur la détermination des chercheuses et chercheurs à produire et à diffuser des connaissances orientées vers l'amélioration des conditions de vie des populations congolaise, africaine et mondiale, dans toutes leurs dimensions. Publiée à fréquence semestrielle, la RECOSH est ouverte aux milieux académiques et de recherche du monde entier et reçoit des propositions originales à valeur ajoutée pertinente rédigées en anglais ou en français. Les actes des colloques, les communications des congrès nationaux et internationaux ainsi que les réflexions pointues des experts y sont également publiés, tant qu'ils se rapportent aux sciences humaines et sociales (économie et finance, démographie, histoire, anthropologie et sociologie, sciences politiques et administratives, droit et relations internationales, géopolitique et géostratégie, philosophie, lettres et communication, psychologie et sciences de l'éducation, environnement, santé et développement, gouvernance institutionnelle, etc.). La revue est éditée en version électronique (en ligne) et imprimée par le CRESH.

1.2. Domaines couverts par la revue

Sans être exhaustifs, les domaines ci-après sont couverts par la RECOSH, avec un accent aussi bien sur des questions fondamentales que sur des sujets de recherche appliqués :

- **sciences économiques et de gestion** : macroéconomie et grandes tendances des sociétés ; économie du bien-être et choix des déci-

sions publiques ; mathématiques de la décision et évaluation des politiques publiques ; économétrie et statistique appliquées à la gestion ; économie expérimentale et comportementale ; économie industrielle et dynamique de production ; finance ; entrepreneuriat et développement stratégique ; gestion des ressources humaines ; management privé et administration publique ;

- **démographie et développement durable** : population et développement ; agriculture, agroalimentaire et agrobusiness ; gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; administration rurale ; peuplement et caractéristiques culturelles ;
- **sciences naturelles et biomédicales** : eau, hygiène, santé et assainissement par l'approche intégrée une seule santé " One Health" ; gestion des déchets, de l'énergie et de la quantité et de la qualité des ressources en eaux face au développement urbain et rural ; impact des activités humaines sur les différents écosystèmes et la santé de la population humaine ; dissémination dans l'environnement des contaminants émergents, tels que les produits pharmaceutiques, les polluants organiques persistants et les métaux toxiques ; changement climatique et adaptation des politiques publiques aux objectifs du développement durable ; décontamination des sols ; gestion des espèces menacées ; risques naturels et sociétés ;
- **sciences juridiques** : libertés fondamentales et universelles ; problématiques électorales et droit constitutionnel ; conflits entre Etat, droit humanitaire et droit international public ; droit administratif, de la fonction publique et des marchés publics ; discriminations et droit des collectivités locales ;
- **histoire, sociologie et anthropologie** : histoire sociale et culturelle ; histoire et sociétés urbaines ; histoire de l'art et archéologie ; décolonisation et histoire politique africaine ; histoire comme justification de la politique ; critique des écoles historiques ; interprétation des imaginaires sociaux ; étude des faits sociaux et décryptage des phénomènes sociaux ; construction d'une méthode sociologique ; pensée religieuse, culture et rationalité ; développement et questions autochtones ; vulnérabilités et travail social ;
- **sciences politiques, administratives et relations internationales** : étude des phénomènes politiques ; mouvements politiques

- et questions de philosophie politique ; politique comparée et progrès des civilisations ; théories politiques et politiques publiques ; populismes et influences politiques ; mobilisations collectives et partis politiques ; discours et communication politiques ; étude des organisations sociales ; questions d'administration rurale ; stratégie des organisations ; gestion de l'innovation et transfert des connaissances ;
- **psychologie** : neuroscience comportementale ; psychologie clinique ; psychologie du développement ; psychologie communautaire ; psychologie cognitive et fondamentale appliquée ; psychométrie et méthodes quantitatives ; psychologie sociale. Une interaction particulière est envisagée entre la psychologie et plusieurs disciplines variées allant de la biologie, la physiologie, la logique, la linguistique, les neurosciences, les sciences cognitives en général mais également avec la philosophie, la sociologie, l'anthropologie, la théorie des organisations ou l'économie ;
 - éducation : adaptation et orientation scolaires ; apprentissage ; pédagogie de développement ; éducation spécialisée ; contextes éducatifs ; gestion de l'éducation et de la formation ; philosophie de l'éducation ; analyse des systèmes éducatifs ;
 - **philosophie** : éthique et sociétés ; philosophie de la communication ; philosophie du développement ; philosophie africaine ; philosophie et histoire des sciences ; philosophie politique ; philosophie sociale ; philosophie du droit ; philosophie de l'art ; philosophie de la religion ;
 - **lettres** : analyse du phénomène littéraire ; études de corpus littéraires ; questions intertextuelles et transculturelles, y compris les liens entre la littérature d'une société donnée et les autres littératures ; déterminants sociaux des lettres ; modèles d'analyse littéraire ; politiques des lettres ; théories littéraires ;
 - **communication** : communication des organisations et des entreprises ; journalisme ; communication politique ; communication et santé ; communication environnementale ; communication et développement ; publicité ; éthique de la communication ;
 - **géopolitique et géostratégie** : grâce à une approche pluridisciplinaire (géographie, économie, droit, relations internationales,

sciences politiques...), les thématiques couvrent un ensemble diversifié de domaines en rapport avec les enjeux de rivalités de pouvoir à l'échelle régionale et au niveau global. Cet ensemble appréhende l'espace aussi bien en tant que cadre (géographie politique), enjeu (géopolitique) qu'en tant que théâtre (géostratégie) ;

- **santé publique** : les recherches regroupées sous cette thématique concernent essentiellement l'application des savoirs divers à l'amélioration de la santé des populations. Elles se rapportent aussi bien à la gestion de la santé qu'aux problèmes de santé communautaire.

2. Instances éditoriales

La Revue Congolaise des Sciences Humaines et Sociales comprend trois instances éditoriales, à savoir : le Comité Editorial, le Comité de Rédaction et le Comité Scientifique, tous composés majoritairement de professeurs d'universités congolaises et étrangères et de chercheurs seniors.

Comité Editorial	Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH), <i>Editeur responsable</i> Ivon Mingashang, <i>Directeur de publication</i> Bobo B. Kabungu, <i>Directeur exécutif</i>
Comité de Rédaction	Bobo B. Kabungu, <i>Rédacteur en chef</i> John Poté Wembonyama, <i>Rédacteur en chef adjoint</i> Vicky Elongo Lukulunga, <i>Rédacteur</i> John Safari Bigarura, <i>Secrétaire de rédaction</i> Roger Bakemo Ituko, <i>Assistant de rédaction</i> Mboma Luzembo, <i>Infographe</i>

Comité Scientifique	Joseph Kazadi Mpiana Macaire Munzele Adolphe Kilomba Sumaili André Luhasa José Mangalu Agbada José Mvwezolo Bazonzi Justin Okana N'siawi Lebung Ghislain SJ Tshikendwa Matadi André L. Abraham Wufela Yaek'olingo Gustave Beya Siku Moïse Cifende Kaciko Albert Essanga Tonogo Dieudonné Kaluba Dibua John Poté Wembonyama Ivon Mingashang Bobo B. Kabungu Piaget Mpoto Balebo Staline-Fidèle Ndongoboni Essambela Jean-Pierre Mbwebwa Kalala Jean-Paul Segihobe Bigira Vicky Elongo Lukulunga Alphonse Miema Bongo
----------------------------	--

3. Instructions aux auteurs(eures)

3.1. Types d'articles

La RECOSH accepte essentiellement les articles originaux de recherche et les communications scientifiques à l'occasion des colloques de haut niveau, sous réserve du respect des instructions aux auteurs.

3.2. Taille des articles

Les articles soumis à l'appréciation de la RECOSH ne doivent pas dépasser 10.000 mots (y compris les références et illustrations (tableaux et figures), à l'exception des papiers de recherche où des annexes sta-

tistiques sont nécessaires. Les abréviations sont à éviter tant que faire se peut.

3.3. Présentation et contenu des projets d'articles

En dehors des projets théoriques qui se présentent sous la forme d'un développement discursif reposant sur une bibliographie spécialisée et une méthodologie propre à l'étude envisagée, les articles doivent (i) commencer par une introduction-problématique ; (ii) reprendre une revue de la littérature en lien avec le sujet ; (iii) avoir une section réservée au matériel, au terrain et à la méthodologie ; (iv) présenter les résultats à discuter et (v) déboucher sur une conclusion-perspectives.

La page du titre

La page du titre doit être séparée du corps de texte. Il est censé contenir les éléments d'identification de l'article et son origine.

Il s'agit des informations ci-après :

- le titre de l'article ;
- les nom et prénom, l'affiliation l'adresse mail et le numéro de téléphone de l'auteur en charge de la correspondance ;
- les nom et prénom ainsi que l'affiliation (institution, code postal de la ville et le pays) de chacun des co-auteurs éventuels.

La page du titre doit être soumise dans un fichier séparé du résumé et du corps de texte.

Le résumé et mots-clés

Le résumé doit être bien structuré et suffisamment clair en indiquant brièvement la problématique de l'étude, son objectif, son originalité, la méthode utilisée ainsi qu'un aperçu des résultats. Il est écrit en français et en anglais, sans références bibliographiques ni note *infrapaginale*, et ne doit pas excéder 200 mots. Les abréviations sont à proscrire, dans la mesure du possible.

Les mots clés ont une grande importance, car ils permettent de meilleures références de l'étude dans les différentes bases de données. De préférence, il est recommandé que les mots-clés soient différents de

concepts repris dans le titre, du moins pour la moitié d'entre eux. Le nombre maximum de mots clés est de six. Ils seront placés juste en dessous du résumé.

Le corps du texte

Comme le résumé, le corps du texte (de l'article) doit être saisi en format Word en police 12, Times New Roman, justifié en double interligne et paginé à partir de la première page. Il comporte une introduction (problématique et revue de la littérature, ensemble ou séparées), un développement (matériel et méthodes, résultats et discussion), ainsi qu'une conclusion. Il doit rester anonyme (pas de noms des auteurs) pour éviter tout conflit d'intérêt lors des évaluations. Le style privilégié est impersonnel (éviter le « je » ou le « nous »).

Introduction

L'introduction décrit la problématique et offre un état de l'art de la question abordée (avec des références bibliographiques spécifiques). Elle met l'accent sur l'importance, l'originalité et les objectifs du papier de recherche.

Développement

Le développement de l'article doit être structuré en paragraphes alignés selon différents groupes d'idées. La rédaction de cette partie dépend des disciplines et des approches (terrain ou théorie). Tous ces titres et sous-titres doivent être numérotés.

Voici un exemple :

1. Introduction
2. Revue de la littérature
 - 2.1. *Cadre théorique*
 - 2.2. *Littérature empirique...*

Conclusion

En tant que dernière partie du corps du texte, la conclusion rappelle sommairement les points-clés de l'étude, répond à la question de la re-

cherche, précise les avancées apportées par la réflexion, tout en suggérant une voie d'applicabilité des résultats, et présente des perspectives éventuelles de recherches. Les notes conclusives se voudront succinctes et concises.

Remarques sur les notes infrapaginales et les figures

Les notes *infrapaginales* (ou de bas de page) sont utilisées pour donner des informations supplémentaires. Elles ne doivent pas être abondantes au point de rivaliser avec le texte sur une page. Si ces notes se réfèrent à un auteur, ce dernier doit être obligatoirement référencé dans la bibliographie. Il est à noter qu'elles ne peuvent contenir de figures ou de tableaux.

Les figures (en format Word – s'il s'agit d'un croquis –, JPG, TIFF ou PDF), graphiques et les tableaux doivent être numérotés selon leur ordre d'apparition dans le texte. Ils doivent être de bonne qualité visuelle et modifiables pour ce qui est des tableaux et des graphiques. Pour chaque illustration, un titre sera placé au-dessus et une source en dessous. Si nécessaire, une légende pourrait être ajoutée avant la source pour permettre de mieux comprendre l'illustration. Le nombre de figures, graphiques et tableaux ne peut dépasser huit dans le corps du texte. Les autres, si jugés extrêmement nécessaires, doivent plutôt être classés en annexe (après la bibliographie), à condition d'avoir été annoncés dans le texte.

3.4. Bibliographie

En ce qui concerne les références bibliographiques, une vérification de cohérence est attendue entre les auteurs repris dans le corps et ceux cités dans la liste à la fin de l'article. Ces références ne peuvent être inférieures à une quinzaine et ne devraient excéder une trentaine.

Quant au format du référencement retenu par la RECOSH, le modèle s'inspire de celui de l'APA, 6^{ème} édition, avec de légères adaptations à la langue française. Le tableau ci-après présente globalement les types de sources que l'on peut rencontrer et reprend quelques applications de référencement.

Définition et but de l'APA

APA signifie *American Psychological Association*.

L'APA a défini les normes à suivre lors du formatage du texte en vue de sa publication. Cet ensemble de règles vise à assurer la clarté et la précision de la communication. Le lecteur trouvera alors que les normes augmenteront la facilité de compréhension tout en veillant à la cohérence appliquée à tous les aspects du matériel écrit.

Type de source	Exemple et observation
Pour un article de journal	Belluck, P. (1999, July 6). Racial gap perplexes educators. <i>Raleigh News</i> , pp. A1, A14. N.B. : Dans les références relatives à un article de journal, il importe de préciser une date complète, avec l'année en premier.
Pour un livre ou un rapport	Senge, P. M. (1990). <i>The fifth discipline: The art and practice of the learning organization</i> (3 ^{ème} ed.). New York : Currency-Doubleday. Marks, P., Salvia, J., et Ysseldyke, J. E. (1995). <i>Assessment</i> (6 ^{ème} éd.). Sweetwater, MA : Houghton-Mifflin. Driver Education Association. (12005). <i>Road rules</i> . New York : Doubleday.
Lorsqu'il s'agit d'un chapitre dans un livre	Magiste, E. R. (1994). Further evidence for the optimal age hypothesis in second language learning. Dans J. Lantolf et A. Labarca (Dirs.), <i>Research in second language learning: Focus on the classroom</i> (pp. 51-57). Norwood, NJ : Ablex. Blimling, G. (2003b). The influence of college residence halls on students. Dans J. C. Smart (Dir.), <i>Higher education: Handbook of theory and research</i> (Vol. VI, pp. 248-307). Bronx, New York : Agathon.
Lorsque l'auteur est en même temps l'éditeur	American Automobile Association. (1999). <i>Automobile safety manual</i> . Fairfax, VA : Auteur. [signifie que la publication s'est faite par l'auteur lui-même]
Pour un article dont l'auteur demeure inconnu	Teaching on the web. (1999). <i>Education Today</i> , 33(1), 14-15. Manhattan Institute. (2005). <i>College retention : A growing issue</i> . [En ligne] Disponible via le lien : http://www.manhattaninstitute.org/collreten.htm . Récupéré/consulté le 22 janvier 2006, à 11 : 00, heure de Kinshasa.
Pour un article de journal dont l'auteur n'est pas identifié	Newark cuts school budgets. (5 octobre 2005). <i>Wilmington News Journal</i> , pp. A1, A5.
Lorsqu'on se réfère à un document non daté	Slivey, P. (n.d.). <i>Ancient scripts</i> . Retrieved January 25, 2004, [En ligne] Disponible via le lien : http://www.ed.gov/hist/cite.htm . Récupéré/consulté le 22 janvier 2016, à 14 : 00, heure de Beijing.

S'il est question d'articles publiés dans des revues scientifiques	Marsh, D. A. (2006). Making school reform work: Lessons from successful schools. <i>Thrust for Educational Leadership</i> , 25(3), 10-14. Bentro, L. R. et Long, N. (1995). Cycle of conflict. <i>Educational Leadership</i> , 52(5), 52-56.
Pour des articles publiés dans des magazines	Mertaw, M. C. (mars 1999). Making it work. <i>Parents as Teachers</i> , 11, 14-17. Graham, B. et Forbes, R. (17 avril 2005). Curriculum reform : A necessary evil? <i>Education Week</i> , 42, 29-35.
Lorsqu'il s'agit d'un papier de recherche présenté à l'occasion d'une conférence ou d'un colloque	Wilson, J. D. (avril 1999). <i>Teaching children to want to read</i> . Paper presented at the annual meeting of the National Association for Literacy, Las Vegas, NV.
Pour les textes puisés sur la toile (internet)	Hyde, R. et Park, B. (22 mai 1995). Best of their abilities. <i>Education Week on the Web</i> , 14. [En ligne] Disponible via le lien : http://www.edweek.org/ew/14.htm . Récupéré/consulté le 22 mars 2020, à 17 : 21, heure de Basankusu. Steege, M. W. (1998, May). School psychology: What a great IDEA! <i>National Association of School Psychologists Communique</i> , 26. [En ligne] Disponible via le lien : http://www.nasponline.org/publications/cq/cq267posbehsup.aspx . Récupéré/consulté le 05 avril 2022, à 06 : 17, heure de Paris. Williams, P. F. (1991). <i>Position paper on supported inclusive education</i> . [En ligne] Disponible via le lien : http://www.arcnj.org/html/inclusive_ed.html . Récupéré/consulté le 18 février 2015, à 11 : 00, heure de Goma. British Toy and Hobby Association. (2000, July 27). No time for child's play [Press release]. [En ligne] Disponible via le lien : http://www.btha.co.uk/pr/pr270700.html . Récupéré/consulté le 23 décembre 2022, à 09 : 45, heure de Popokabaka.
Pour des informations tirées d'une base de données	Biswalo, P. (2001). The systems approach as a catalyst for creating an effective learning environment for adults in part-time and distance learning. <i>Convergence</i> , 34(1), 53-66. Récupéré/consulté le 20 mai 2004, de H. W. WilsonWeb database. Ensari, N. et Miller, N. (1998). Effect of affective reactions on preferences for crossed categorization discussion partners. <i>Journal of Personality and Social Psychology</i> , 75, 1503-1527. Récupéré/consulté le 21 septembre 2002, de FirstSearch database. Green, P. et Glover, L. (2001). Distributed learning model. <i>Advanced Management Journal</i> , 66(3), 36-43. Récupéré/consulté le 08 août 2012, de ProQuest Direct database.

Pour des dissertations académiques	Anthony, V. L. (1973). Personality correlates of effectiveness among student assistants in residence halls. Unpublished doctoral dissertation, Oklahoma State University, Stillwater. Bell, E. E. (2002). Resident assistant motivations to seek the position: A comparison between generations X and Y. Unpublished master's thesis, Virginia Polytechnic Institute and State University, Blacksburg. Conlogue, J. A. (1993). Resident assistant perceptions of their roles and responsibilities. Dissertation Abstracts International, 54 (09), 3275. (UMI No. 9406339)
------------------------------------	--

Dans la mesure où le papier de recherche a bénéficié de la contribution de plus de deux auteurs et/ou d'un financement pour la réalisation de l'étude présentée, il importera après la conclusion, de réserver quelques lignes, successivement aux remerciements, aux apports des co-auteurs, au respect des normes (s'il s'agit d'une recherche de terrain ou de laboratoire faisant intervenir des êtres vivants), et au conflit d'intérêt, à raison d'un paragraphe par point.

3.5. Procédure de soumission et d'évaluation

L'auteur (principal) du projet d'article l'envoie au Comité de Rédaction, par voie électronique, aux adresses électroniques de la revue, en l'occurrence : recosh.creshrdc@gmail.com et recosh@cresh-rdc.org. Après un premier avis du Comité de Rédaction, y compris la vérification des risques de plagiat dont aucune forme n'est tolérée, le tapuscrit est soumis à une procédure d'évaluation en double aveugle par des experts indépendants, *Ph.D.* et spécialistes des sujets développés.

Après l'évaluation, l'éditeur associé transmet les commentaires des évaluateurs auprès du Rédacteur en chef adjoint. Ce dernier propose la décision de l'acceptation, de la nécessité de la révision ou du rejet du projet de papier de recherche au Rédacteur en chef. Celui-ci décidera en dernier ressort et transmettra l'information à l'auteur (principal). La durée entre la première soumission et la première décision est de six semaines au plus.

Critères d'évaluation

Les articles sont évalués selon la fiche d'évaluation à remettre aux évaluateurs par le Comité de Rédaction. L'évaluation est basée sur plu-

seurs critères, notamment : la pertinence de la recherche, l'originalité de la démarche, la structure de l'article, le style de rédaction, la qualité visuelle des figures et l'importance des références bibliographiques.

FICHE D'EVALUATION DU PROJET D'ARTICLE¹

Référence du projet :

Titre de l'étude :

.....
.....
.....

1. Formulation du titre (clarté, précision et rapprochement avec le contenu).

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+-	
D	-	

Formulation suggérée :

.....
.....
.....

2. Pertinence (et cohérence avec la thématique retenue pour l'édition en cours²) et originalité.

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+-	
D	-	

1 Les notes sont classées de A à D, selon que la qualité du travail est jugée excellente, très bonne, moyenne ou non appréciée.
2 Uniquement pour les numéros thématiques.

3. Appréciation du cadre théorique (appropriée à la thématique, riche et nuancée).

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+-	
D	-	

4. Evaluation de la méthodologie (claire, pertinente et en cohérence avec le cadre théorique).

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+-	
D	-	

5. Qualité de la discussion des résultats.

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+-	
D	-	

6. Qualité de la rédaction (vocabulaire, grammaire, syntaxe, qualité visuelle des figures...).

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+-	
D	-	

7. Equilibre et fil conducteur du plan.

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+ -	
D	-	

8. Importance, pertinence et présentation des références bibliographiques

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+ -	
D	-	

9. Evaluation globale (projet accepté tel quel, accepté moyennant de légères modifications, accepté moyennant des modifications de fond, rejeté).

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+ -	
D	-	

Remarques :

.....
.....
.....

10. Avis final et autres commentaires (à destination de l’auteur(e)).

.....
.....
.....

Nom de l’évaluateur :

Qualité :

Coordonnées :

Signature :

ENGAGEMENT DES AUTEUR(E)S A PRODUIRE UN TRAVAIL DE QUALITE

La Revue Congolaise des Sciences Humaines et Sociales (RECOSH), publiée par le Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH), poursuit l'ambition d'être le fer de lance de l'activité scientifique (au sein du Ministère de la Recherche Scientifique et Innovation Technologique) de la RDC et de la sous-région. Pour ce faire, il importe que les articles qui y sont publiés soient crédibles et à l'abri de toute attaque liée à une quelconque propriété intellectuelle. Dès lors, le Centre trouve nécessaire de communiquer aux auteurs(es) les grandes lignes de l'engagement attendu de chacun(e) d'eux(elles).

De l'objet et de la signature de l'Acte d'engagement

La signature de l'Acte d'engagement de l'auteur(e) est l'une des conditions d'acceptation d'un projet d'article à la RECOSH. Largement inspiré de la pratique des revues du Grenier des savoirs³, il présente l'essentiel des valeurs et des politiques éditoriales de la revue au cœur desquelles se trouve le partage du savoir et le débat pluriel centré sur les questions contemporaines transversales, afin de contribuer à l'avènement d'un monde meilleur.

En apposant sa signature au bas de l'Acte d'engagement, chaque auteur(e) affirme en avoir lu attentivement les dispositions et les accepte dans leur intégralité.

Du compendium

L'Acte d'engagement de l'auteur(e) (i) s'appesantit sur les modalités de soumission des projets, (ii) insiste sur l'absence de plagiat et la qualité du référencement bibliographique, (iii) présente la procédure d'évaluation et (iv) aborde la gestion des droits.

De la soumission des projets

1. La soumission d'un projet se fait par l'envoi d'un courriel au Comité de Rédaction de la revue.
2. Les auteur(e)s s'engagent à utiliser, pour leurs textes respectifs,
- 3 <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/manuelgrenier/chapter/engagement-des-auteurs-et-des-autrices/>.

le format proposé par le Comité de rédaction, pour un maximum de célérité dans la mise en forme finale.

3. Les auteur(e)s s'engagent à recourir à une écriture inclusive qui assure une visibilité symbolique égale aux femmes et aux hommes.
4. La publication d'un développement réflexif dans la RECOSH est totalement gratuite et ne peut être conditionnée par un quelconque paiement, y compris au titre de participation aux frais d'impression.

Du référencement bibliographique

1. La soumission d'un projet d'article suppose que l'on en est l'auteur(e). En cas d'un article collectif, la contribution de chaque auteur doit être évaluable. Tout projet reprenant le nom d'un auteur par complaisance ou par fraude sera automatiquement retiré de la RECOSH et le responsable perdra le droit de soumettre un prochain article à la revue durant une période minimale de trois (3) ans.
2. Tout projet d'article ne doit comporter aucun passage plagié d'un autre texte. Pour s'en assurer, chaque article sera soumis à un logiciel anti-plagiat. Dans le cas où ce dernier révélait du plagiat avéré, l'article sera purement et simplement retiré du projet de numéro de la revue.
3. Toutes les contributions à la réflexion, à la méthodologie, à la collecte de données et à la rédaction doivent être explicitement reprises et les personnes contactées à cet effet remerciées en spécifiant le rôle de chacune. Les divers outils, notamment informatiques, doivent également être cités.
4. Les auteurs(e)s s'engagent à vérifier soigneusement la bibliographie de leurs textes de façon que les références soient complètes, qu'aucune référence mentionnée dans le corps du texte ne manque dans la liste ad hoc, ni, encore moins, qu'aucune référence mentionnée dans la liste ne soit absente du corps du texte.
5. Les auteur(e)s s'engagent à mentionner une légende explicative et la source de toutes les illustrations contenues dans un projet et à ne reprendre que celles autorisées ou libres de droits.

De la procédure d'évaluation

1. Tous les projets d'articles réputés recevables en premier ressort (après une vérification du Comité de Rédaction) seront soumis au processus d'évaluation externe par les pairs(es) en double aveugle. Les auteur(e)s acceptent de prendre en compte, dans la version finale du projet, les commentaires issus de l'évaluation et des responsables de la revue.
2. S'il s'agit plutôt d'un texte de type *note de recherche*, il sera évalué de manière interne par le Comité de Rédaction qui pourra, si nécessaire, faire appel à une expertise externe.

De la gestion des droits

1. Les projets retenus seront disponibles en libre accès, sous licence Creative Commons CC BY-SA ; ce qui signifie que les auteur(e)s en gardent les droits et qu'ils peuvent réutiliser le texte dans d'autres contextes, à condition de citer la source originale et d'utiliser la même licence. Pour en savoir plus : <https://creativecommons.org/licenses/>.
2. Le Comité de rédaction est chargé de générer une version PDF de chaque article retenu à remettre à l'auteur(e) concerné(e) et à poster sur le site internet du CRESH. En outre, la RECOSH archivée à la Bibliothèque Nationale.
3. Pour les projets d'articles rédigés en collaboration, l'auteur(e) principal(e) se charge d'obtenir l'adhésion de ses collègues et demeure le(la) responsable vis-à-vis de la revue.

De la procédure d'évaluation

En soumettant un tapuscrit au Comité de Rédaction de la RECOSH, tout(e) auteur(e) est considéré(e) comme ayant adhéré à la vision de cet Acte d'engagement et est réputé(e) l'avoir signé.



ISSN : 2957-6358



9 772957 638001

Dépôt Légal : GM 3.02104-57162



Publication du Centre de Recherche en Sciences Humaines
Les éditions du CRESH
Courriel : editions@cresh-rdc.org/recosh@cresh-rdc.org